

L'hôpital de la Pitié-Salpêtrière attaqué : la fausse nouvelle de Christophe Castaner



Article rédigé par *Le Salon Beige*, le 03 mai 2019

Source [Le Salon Beige] Jeudi matin, le ministre de la Santé Agnès Buzyn [évoquait](#) une « exaction », une intrusion « inqualifiable ».

Bien qu'une enquête ait été ouverte et qu'une trentaine de personnes soient en garde à vue à la suite de cet incident, de nombreux éléments et témoignages remettent en cause la théorie d'une attaque de l'hôpital du 13e arrondissement parisien.

Selon des rumeurs, des black blocs auraient été mis au courant de l'hospitalisation d'un capitaine de CRS dans la Pitié-Salpêtrière. Mais selon un photographe du « Monde », l'hospitalisation du CRS n'aurait eu lieu que vers 16h55, alors que l'évacuation de l'enceinte s'est déroulée vers 16h40.

Dans une vidéo, on voit que des dizaines de manifestants ont enjambé les barrières devant l'entrée, au 83, boulevard de l'Hôpital, au cours d'un mouvement de foule suscité par l'usage, en quantité importante, de gaz lacrymogène par les forces de l'ordre. Plusieurs manifestants affirment être entrés non pas pour attaquer l'hôpital, mais pour se réfugier dans sa cour.

« Le camion à eau était derrière nous, des lacrymos ont commencé à être lancées. Pour échapper aux gaz, des personnes ont demandé aux vigiles de les laisser rentrer ». « On ne savait pas où on était, on n'a pas fait attention. »

Le maintien de l'ordre doit normale permettre à des manifestants d'avoir une porte de sortie, mais nos forces de l'ordre ont pris l'habitude, ces derniers mois, de bloquer les rues, empêchant ainsi aux manifestants de quitter un attroupement. Or, lorsqu'une foule est acculée, elle risque de faire n'importe quoi. Des petits groupes se forment alors dans l'enceinte de l'hôpital. Il est aux alentours de 16h35 quand l'un d'eux tente de monter par un escalier extérieur qui mène au service de réanimation chirurgicale. « Là, c'est la réanimation, c'est la réa. On ne peut pas, il y a des malades. Vous ne rentrez pas », leur intime fermement le personnel hospitalier. « Faites rentrer la dame, elle est en panique », crie un manifestant. Un autre tente de forcer le passage pendant quelques secondes. Face à l'arrivée des forces de l'ordre, les manifestants se replient. « Les CRS les ont pris en tenaille, la seule issue, c'était ici. Ils ont pris peur », commente un soignant.

Plusieurs figures politiques l'ont sommé de [s'expliquer](#) tandis que d'autres appellent à sa démission :

- la sénatrice EELV Esther Benbassa, “si Castaner s'appelait Pinocchio, on n'ose imaginer quelle longueur aurait son nez”.
- Jean-Luc Mélenchon : “Monsieur Castaner est un menteur, en plus d'être un incompetent”.
- Bruno Retailleau : “Le ministre de l'Intérieur doit cesser de mettre de l'huile sur le feu et doit maintenant s'expliquer sur ses déclarations démenties par les faits”.
- Philippe Olivier, conseiller de Marine Le Pen et candidat sur la liste RN aux européennes : “Les détenteurs de la parole publique ne sont-ils pas tenus à plus de prudence et de sérieux dans leurs déclarations? Ce gouvernement se discrédite chaque jour davantage”.
- Le député de la France Insoumise Adrien Quatennens : “Christophe Castaner a menti de manière éhontée et il a instrumentalisé la presse pour propager ces mensonges. La coupe est pleine, dans ces conditions il n'a pas d'autre choix que de démissionner”, a-t-il déclaré.
- Nicolas Dupont-Aignan : “Le Gouvernement pris en flagrant délit de fake news, assez de cette propagande! Castaner a manipulé les faits pour discréditer ses opposants: il doit démissionner. Il y a suffisamment de violences à condamner pour ne pas en inventer”.

- Benoît Hamon : “S’il s’agit d’un mensonge délibéré, dans le seul et unique but de disqualifier et salir une mobilisation sociale, le ministre de l’Intérieur doit être démis de ses fonctions sans délai”.

Le ministère de l’Intérieur a maintenu ses propos ce jeudi, n’utilisant cependant plus le terme “d’attaque.” :

“L’enceinte de l’hôpital a été forcée. Des individus ont tenté de s’introduire dans un service de réanimation. C’est un incident très grave, ces faits sont inadmissibles”.